

Systèmes de production et migration dans un village mexicain

Jean-Philippe Colin
Économiste

Hélène de Château-Thierry
Agronome

Clémence Rouy
Agronome

Hermilio Navarro
Agronome

■ Une agriculture marginale

La production agricole à San Lucas Quiavini relève, comme partout, d'une série de conditions plus ou moins favorables que nous allons répertorier dans cette première partie de l'analyse.

Des sols peu fertiles

Trois unités topographiques peuvent être distinguées dans le terroir de San Lucas Quiavini : la plaine, de 1 815 ha, dont les terrasses alluviales s'étendent de 1 620 m à 1 720 m d'altitude, se caractérise par des sols alluviaux à faible teneur en matière organique, à taux variable en matériaux argileux et sableux. Les collines, arrondies, fortement entaillées par les talwegs, couvrent 400 ha, entre 1 720 m et 1 940 m d'altitude ; les sols sont peu évo-

lués, superficiels et très érodés. Enfin la montagne, entre 1 940 et 2 900 m, au relief escarpé, entaillé par des talwegs, et dont les sols sont squelettiques.

Une forte contrainte climatique

Le climat est de type tropical sec d'altitude. La contrainte climatique est avant tout d'ordre pluviométrique. Les températures annuelles sont élevées (moyenne annuelle 18,7 °C) avec une faible amplitude thermique (de 22 °C en janvier à 13 °C en septembre); il n'y a donc aucun problème de température en avril, mai ou juin pour le maïs (période de semis), dont le zéro de végétation est 10 °C. Il pleut en moyenne 700 mm par an, avec de fortes variations d'une année à l'autre. La saison des pluies s'étale d'avril à octobre — période recevant, en moyenne, 90 % des précipitations annuelles, mais la répartition mensuelle connaît une variabilité interannuelle. En général, on constate deux pics, en juin et septembre. Sur une période de 40 ans, on a pu estimer que le semis du maïs pouvait être réalisé dans 22 % seulement des cas en juin, période à laquelle la réserve utile du sol est atteinte. Dans 63 % des cas, la plante connaît un déficit hydrique au moment de la floraison, ce qui peut entraîner des baisses de rendement de moitié. Ces pluies irrégulières et insuffisantes n'autorisent pas une deuxième saison de culture.

La contrainte climatique est d'autant plus forte que l'agriculture reste essentiellement pluviale; seules 3 % des superficies des producteurs interrogés sont irriguées.

Ces dernières décennies, la coupe de bois et le surpâturage dans la zone haute du terroir ont conduit à une dégradation de la strate arbustive et arborée. En saison des pluies, l'eau, qui n'est plus freinée et s'écoule avec violence, provoque une forte érosion. Les précipitations ne rechargent plus les nappes phréatiques, dont le niveau diminue. Depuis 1950, le cours d'eau principal du village coule de façon intermittente, environ trois mois par an. La dégradation du milieu, décrite par les habitants de San Lucas Quiavini, est corroborée par un texte de la fin du siècle dernier, qui évoque un climat humide et une végétation « exubérante et splendide » (MARTÍNEZ GRACIDA, 1883 : 698).

Un « système milpa » dominant

La *milpa*, association du maïs, du haricot et de la courge, est caractéristique de la production agricole régionale depuis les temps pré-hispaniques ; à l'heure actuelle, maïs, haricot et courge occupent encore 80 % des terres cultivées à l'échelle de l'État de Oaxaca (REINA, 1988 : 14). Elle marque l'économie agricole du village et couvre 90,5 % des superficies cultivées. Les autres cultures — maguey¹ (en association avec la *milpa*), pois chiche, tomate, luzerne — sont spatialement et économiquement marginales. Le maguey valorise les sols les plus pauvres ; tomate et luzerne se limitent aux petites parcelles irriguées.

<i>Milpa</i>	123,25 (66.6 %)
<i>Milpa</i> -maguey	44,25 (23.9 %)
Total <i>milpa</i>	167,50 (90.5 %)
Pois chiche	6,75 (3.6 %)
Haricot (cycle court)	6,60 (3.6 %)
Tomate	1,00 (0.5 %)
Luzerne	3,25 (1.8 %)
Total	185,10 (100 %)

■ Tableau I
Cultures pratiquées
à San Lucas Quiavini
en 1992 par les
exploitants enquêtés :
superficie (ha) et %

La *milpa*, qui couvre tous les types de sols mis en culture dans la zone, est conduite à partir de variétés locales, pratiquement sans fertilisation chimique (il n'y a que 6 exploitations sur 55 enquêtées qui l'utilisent, à de très faibles doses). La fumure organique est mise à profit lorsque le producteur dispose d'animaux ; le fumier est épandu uniquement sur les parcelles les plus proches du village. Le rendement, variable selon les années et les parcelles, reste faible (300 kg en moyenne en 1992) ; il dépasse rarement 800 kg/ha de maïs-grains. La récolte a lieu 4 mois après le semis ; les tiges de maïs (*zacate*) sont récoltées comme fourrage.

¹ Agave exploité à Oaxaca, dont la sève distillée produit une boisson alcoolisée, le *mezcal*.

Une agriculture d'autoconsommation

Le maïs-grain, le haricot et la courge sont destinés à l'autoconsommation des ménages ; le zacate, les gousses de haricot et le maïs piqué sont utilisés pour l'alimentation des animaux (bœufs de trait, petit élevage ovin, caprin et porcin). Du fait des faibles rendements, la priorité est donnée à la production de maïs et de *zacate*. Elle se traduit par des rendements réduits de courge et de haricot.

L'orientation de la production vers l'autoconsommation ne se traduit pas systématiquement par une autosuffisance, sauf pour les exploitations les plus importantes. En moyenne, les producteurs enquêtés achètent du maïs pendant 3,7 mois par an lorsque la superficie cultivée est inférieure à 3 ha (41 % d'unités de production (UP) autosuffisantes), 2,4 mois par an pour une superficie de 3 à 6 ha (57 % d'UP autosuffisantes) ; toutes les exploitations ou unités de production qui cultivent plus de 6 ha sont autosuffisantes.

Les producteurs de San Lucas Quiavini font état d'une réduction avec le temps de leur capacité à atteindre l'autosuffisance alimentaire, du fait d'une baisse des rendements de la *milpa*. Une telle appréciation semble corroborée par l'estimation du rendement moyen en maïs dans les Vallées centrales à la fin des années quarante, ou encore par les travaux de GAY (1990) selon lesquels, à l'époque coloniale, les Indiens des Vallées centrales parvenaient sans difficulté à assurer leur consommation annuelle de maïs.

Des comuneros minifundistes

En moyenne, chaque exploitant possède et cultive 3,5 ha, avec un maximum de 13 ha.

Les terres dites communales, mais appropriées individuellement, représentent 82 % des superficies contrôlées ; les parcelles éjidales²

² L'*ejido* est une institution agraire héritée (dans sa forme actuelle) de la Réforme agraire. La « possession éjidale » peut être définie comme un droit d'usufruit individuel ou collectif sur la terre.

se limitent à 9 % de la superficie possédée par les producteurs enquêtés. Les producteurs peuvent également ouvrir des parcelles de culture dans l'indivis communal (réellement commun aux villageois) que constituent les zones hautes du terroir, utilisées pour le parcours des animaux et la collecte du bois (9 % des superficies lors des enquêtes) ; il suffit pour cela d'en aviser le bureau des biens communaux. La simplicité de cette forme d'accès à la terre s'explique de toute évidence par le peu d'intérêt porté par les villageois à l'ouverture de telles parcelles, coûteuse en travail au regard de la production qui peut en être retirée. Aucune parcelle du terroir n'a le statut de *pequeña propiedad* (propriété privée formelle, selon la terminologie de la Réforme agraire).

Il existe un marché foncier des parcelles communales appropriées individuellement, mais les transactions restent limitées aux membres de la communauté. Ce marché est loin d'être marginal. Sur 191 ha possédés par 54 producteurs enquêtés (pas d'information dans un cas), 66 ha ont été achetés, soit 35 % de la superficie. Près d'une exploitation sur deux (24/54) a eu accès à la terre, en totalité ou en partie, par achat.

Un faible niveau d'équipement et de main-d'œuvre

Le capital d'exploitation usuel se limite à un attelage de bovins³ avec l'équipement de culture attelée et à une charrette, mais 35 % des exploitations ne disposent même pas d'un attelage. Les exploitations possédant un tracteur ou une camionnette restent l'exception (5 UP).

La plupart des exploitations pratiquent un petit élevage ovin-caprin-porcine de 4 à 8 têtes en moyenne, parfois moins. Ces animaux, destinés à la consommation familiale, constituent également

³ Les bœufs utilisés comme animaux de trait sont achetés à l'âge de 2 ans et peuvent travailler après un apprentissage d'environ un mois. Ils sont revendus 4 à 5 ans plus tard ; au-delà de cet âge, les animaux perdent de leur efficacité au travail et consomment davantage de fourrage.

une « trésorerie sur pied », permettant de payer des journaliers, de financer la location d'un attelage, etc.

Chaque exploitation compte, en moyenne, un seul actif familial masculin permanent et un demi-actif à temps partiel, pour un groupe de consommation de 4 adultes ou équivalents-adultes. La participation des femmes aux tâches agricoles est limitée, à l'exception du semis et, parfois, de la récolte.

Une pluri-activité forte en marge des interventions de l'État

50 producteurs sur 55 ont d'autres activités hors de l'exploitation. Il s'agit essentiellement de travaux réalisés comme journaliers agricoles (36 UP), de prestations de services agricoles (location d'attelages : 23 UP, de tracteurs ou transport par camionnette : 4 UP), de petit commerce local (8 UP) ou d'artisanat (7 UP). La coupe et la vente de bois représentent également une activité non marginale (14 UP).

Sur 55 exploitations, 26 reçoivent actuellement un appui financier apporté par un ou plusieurs membres de la famille travaillant en Californie. Sur les 29 exploitations qui ne reçoivent pas cet appui, 20 ont eu l'occasion de bénéficier dans le passé de revenus migratoires ; seules 9 exploitations sur 55 n'ont jamais bénéficié de telles ressources.

On assiste depuis quelques années à une réorientation profonde de la politique économique mexicaine, avec l'abandon du protectionnisme et de l'étatisme qui la caractérisaient depuis des décennies. La politique d'ajustement structurel en cours depuis 1982 et surtout depuis 1989 conduit à une redéfinition du rôle de l'État, qui se traduit par une modification profonde de l'environnement économique et institutionnel des producteurs agricoles, modification qui doit être accentuée par le Traité de libre commerce avec les États-Unis et le Canada, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, et par la possibilité de privatisation de l'*ejido* (modification, en 1992, de l'article 27 de la Constitution).

Le bouleversement porte en particulier :

— sur les conditions d'accès au crédit agricole, avec la réduction des volumes de crédit disponibles, la suppression des subventions

des taux d'intérêt, l'exclusion des producteurs et des régions « à risque » de la clientèle de la Banque de développement rural (Banrural); les zones marginales bénéficient d'une assistance à caractère social du Programme national de solidarité (Pronasol), pouvant prendre la forme de prêts de campagne;

— sur la disparition des prix de garantie et la mise en place du programme Procampo (passage de prix subventionnés à une subvention à l'hectare, pour certains produits).

À San Lucas Quiavini, la production agricole est toujours restée en marge de l'action gouvernementale, et en particulier de l'attribution de crédits bancaires. D'après SEGURA (1988), la prédominance des terres communales expliquerait que l'État de Oaxaca soit resté en marge des crédits attribués à partir des années cinquante par les banques successives de développement, qui favorisaient le secteur éjidal.

Banrural est intervenue une première fois à San Lucas Quiavini en 1978, dans le cadre d'un programme de construction de puits et de fourniture de pompes. L'incidence de ce programme est restée des plus limitées au vu des superficies irriguées. En 1985, un crédit d'équipement a été proposé pour l'achat de quelques attelages et d'un tracteur (à l'échelle du village), ce dernier étant rapidement revendu faute de remboursement du crédit. En 1988, un crédit de campagne pour la production de maïs a bénéficié à une vingtaine de producteurs seulement. Enfin, une plantation d'arbres et la réalisation d'une porcherie sont restées des initiatives sans lendemain qui n'ont fait que laisser quelques traces dans le paysage.

Le Pronasol, à travers le *Fondo de Solidaridad para la Producción*, qui permet l'obtention de crédits de campagne sans intérêts, n'a jamais été sollicité par les exploitants de San Lucas Quiavini, par manque d'information ou par défiance vis-à-vis des autorités.

Dans ces conditions, et du fait également des caractéristiques de la production à San Lucas Quiavini — peu d'achat d'intrants, peu de ventes de produits agricoles — l'incidence directe de l'évolution de la politique agricole sur cette agriculture fonctionnant essentiellement hors marchés ne peut que rester faible.

Les exploitations de San Lucas Quiavini appartiennent à plusieurs types. Deux critères, la superficie cultivée et le matériel d'exploita-

tion disponible, permettent de construire une typologie structurelle simple. On distinguera ainsi trois groupes :

— groupe GI : superficie cultivée inférieure à 3 ha, en différenciant le sous-groupe GIa, qui comprend les exploitations ne disposant pas de matériel hormis l'outillage manuel, et le sous-groupe GIb, qui regroupe celles qui disposent d'un attelage (et éventuellement d'une charrette).

— groupe GII : superficie cultivée comprise entre 3 et 6 ha, avec GIIa comprenant les UP qui ne disposent pas de matériel d'exploitation hormis l'outillage manuel et GIIb celles qui disposent d'un attelage (et éventuellement d'une charrette).

— groupe GIII : superficie cultivée supérieure à 6 ha ; toutes ces exploitations ont un capital d'exploitation plus important (tracteur et/ou camionnette, attelage éventuellement).

Groupes		Nb d'UP
Groupe I	Ia	11
	Ib	16
	total GI	27
Groupe II	IIa	6
	IIb	16
	total GII	22
Groupe III		6

■ Tableau II
Typologie élémentaire
des exploitations
de San Lucas Quiavini.

Cette typologie s'avère significative d'un certain nombre d'éléments déterminants : les relations avec les États-Unis, la pluri-activité, la composition de l'unité domestique (actifs agricoles permanents, dimension du groupe de consommation), les modes de tenure, les systèmes de culture, l'importance relative du travail domestique et du travail rémunéré au sein de l'exploitation, ainsi que le degré d'autosuffisance en maïs (CHÂTEAU-THIERRY *et al.*, 1994) Du fait de la thématique présentée, on insistera uniquement sur les deux premiers points.

Seules certaines exploitations du groupe GI — principalement GIa — n'ont pas et n'ont jamais eu de membres émigrés aux États-Unis. Par ailleurs, la proportion des exploitations qui bénéficiaient, lors des enquêtes, de l'appui financier d'un membre de la famille travaillant en Californie passe du tiers pour le groupe GI à la moitié pour le groupe GII; toutes les exploitations du groupe GIII recevaient un tel appui (tabl. III) :

Groupes	Relation actuelle	Relation passée	Total	N'a jamais eu de relations avec les E.U.
G Ia	3/11	3/11	6/11	5/11 (45%)
G Ib	5/16	7/16	12/16	4/16 (25%)
G I	8/27	10/27	18/27	9/27 (33%)
G IIa	4/6	2/6	6/6	0
G IIb	8/16	8/16	16/16	0
G II	12/22	10/22	22/22	0
G III	6/6	-	6/6	0

■ Tableau III
Types d'exploitations et relations avec les États-Unis
(migration ou aide économique venant de migrants).

Ces résultats illustrent le rôle joué par la migration aux États-Unis dans le processus de capitalisation des exploitations, en particulier par l'achat de terres et de tracteurs.

Cette typologie simple fait également apparaître quelques spécificités de la pluri-activité locale. Le travail parallèle des journaliers agricoles décroît du groupe GI (80 % des UP) au groupe GII (70 % des UP), pour disparaître dans le groupe GIII. Pratiquement tous les exploitants disposant d'un attelage le louent de temps à autre (GIb et GIIb). Les autres activités locales se retrouvent plus particulièrement chez les petits exploitants du groupe GIa (petit commerce, 75 % des UP) et dans la strate des exploitants aisés (GIII, travail du sol au tracteur et transport, 80 % des UP).

I Des systèmes de production non reproductibles

Nous proposerons ici une analyse économique du système *milpa*, en termes de coûts d'opportunité, puis de débours monétaires effectifs. Un tel bilan monétaire est proposé ensuite pour l'ensemble de l'activité agricole des exploitations enquêtées.

Évaluation économique du système milpa

Dans un premier temps, les facteurs fournis par l'exploitation (travail, attelage, transport) sont valorisés aux coûts d'opportunité, en retenant comme normes le prix de ces facteurs sur le marché. Les coûts de production et le résultat net d'exploitation par hectare de *milpa* sont calculés pour deux types de parcelles : (a) sols dits de « deuxième classe », travaillés en culture pluviale mais considérés comme productifs, représentatifs de conditions localement jugées favorables ; (b) sols dits de « quatrième classe », représentatifs des parcelles considérées comme peu productives. Pour chaque type de sol, on considère les résultats d'une « bonne » campagne (mais non exceptionnelle) et d'une « mauvaise » campagne (mais non catastrophique). Soit au total quatre scénarios de rendement (H1 à H4).

Cette évaluation porte sur la *milpa* en culture pluviale, caractéristique de l'agriculture dans la communauté, avec un labour au tracteur et opérations culturales ultérieures réalisées en culture attelée (avec araire), sans fertilisation chimique et sans fumure organique (pratique non généralisée). Afin de simplifier le calcul, le coût de l'accès à la terre et l'intérêt du capital ne sont pas pris en compte.

Calculé sur de telles bases, le coût de production varie, selon le rendement, de 850 à 1 500 nouveaux pesos (N\$) par hectare⁴. On note,

⁴ À l'époque des enquêtes (printemps-été 1993), le taux de change était de 1,90 franc français pour un nouveau peso.

dans l'estimation de la valeur brute de la production, l'importance décisive revêtue par les tiges de maïs comme ressources fourragères qui, dans le contexte étudié, sont loin de représenter un simple sous-produit.

	H1	H2	H3	H4
Valeur production	1 200	760	540	390
Coût de production	1 510	1 225	985	860
Résultat net	- 310 N\$	- 465 N\$	- 445 N\$	- 470 N\$

Tableau IV
Résultat net par hectare de *milpa*
(en nouveaux pesos).

Quel que soit le scénario retenu, la production reste déficitaire au vu d'une analyse économique du système *milpa* conduite en estimant, aux prix du marché, le coût d'opportunité des facteurs.

En d'autres termes, les producteurs de San Lucas Quiavini retiennent implicitement d'autres coûts d'opportunité que les prix de marché — ce qui devrait être analysé en prenant en compte les nombreux coûts de transaction qui caractérisent le fonctionnement des marchés ruraux. Que la production de *milpa* perdure s'explique également par la faible proportion des dépenses monétaires engagées par les producteurs : en moyenne, 33 % seulement du coût de production total (354/1 062 N\$ par hectare de *milpa*)⁵. La part des dépenses monétaires consacrées au travail motorisé (77 %) et au travail manuel (47 %) est plus forte que celle consacrée au travail en culture attelée (20 %) et au transport de la récolte de la parcelle au village (12 %).

⁵ Pour chaque exploitation, le coût total est estimé en ajoutant le coût des facteurs fournis par l'exploitation (valorisés aux prix du marché sur la base des consommations physiques réelles) aux débours monétaires effectifs.

Plusieurs pratiques évoquées lors des enquêtes visent à organiser les transactions hors du marché, dans une stratégie de minimisation des débours monétaires : métayage⁶, participation à un groupe d'entraide, échange de journées de travail contre du fourrage de maïs ou encore contre des travaux réalisés avec un attelage, échange de fourrage de maïs contre le travail de l'attelage.

Une production agricole déficitaire sur le plan monétaire

Malgré la faiblesse des débours consacrés à la *milpa*, l'absence presque totale de revenus monétaires qui en sont tirés pose le problème du financement de cette production. On a donc établi le bilan monétaire de l'ensemble des activités agricoles et d'élevage des exploitations enquêtées. Cette approche, indiscutablement partielle car elle ne prend pas en compte le coût d'opportunité des facteurs fournis par l'exploitation et la valorisation des productions non marchandes, fournit un indicateur particulièrement fort de la fragilité économique de la production. On retrouve, à cette échelle, le déficit mentionné précédemment pour la *milpa*.

Les ventes de produits agricoles sont marginales ; 63 % des exploitations n'ont rien vendu en 1992-1993. Les ventes réalisées par les autres exploitations portent sur de faibles sommes (1 500 N\$ au plus sur l'année, à une exception près). Ces quelques revenus monétaires d'exploitation proviennent essentiellement de la vente d'animaux (10 UP) et de *zacate* de maïs (9 UP).

En moyenne, chaque exploitation débourse 1 060 N\$ en coûts de production monétaires (toutes activités confondues) et vend pour 500 N\$; le déficit monétaire moyen est de 560 N\$ par exploitation, 82 % des exploitations enregistrant un résultat monétaire négatif.

⁶ Pour une analyse des modes de faire-valoir à San Lucas Quiavini, voir le chapitre consacré à cette communauté in : *Institutions agraires et pratiques foncières. Une étude comparée du métayage au Mexique* (J.-Ph. COLIN, à paraître).

Le déficit moyen augmente du groupe I au groupe III, avec un ratio recettes/dépenses proche (0,4, 0,5 et 0,5 respectivement pour GI, GII et GIII) :

		N UP	RME	RME > 0	RME max. (N\$)
Groupe I	la	11	- 470	1 UP	660
	lb	16	- 300	6 UP	610
	total GI	27	- 370	7 UP	-
Groupe II	IIa	6	- 610	1 UP	4690*
	IIb	16	- 590	0 UP	0
	total GII	22	- 600	1 UP	-
Groupe III		6	- 1 280	2 UP	2350*

* producteurs de tomates

■ Tableau V
Résultats monétaires d'exploitation (N\$/UP).

Ces résultats signifient concrètement que la production agricole à San Lucas Quiavini, destinée avant tout à l'autoconsommation, est financée par d'autres activités : revenus de la migration aux États-Unis, travail en tant que journalier agricole, location de l'attelage, petit commerce. Il a été impossible de collecter les données permettant de quantifier l'importance relative de ces différentes sources de revenus et de formaliser la relation entre les revenus de la migration et les dépenses d'exploitation. En revanche, on peut faire ressortir le rôle de la migration aux États-Unis, en se demandant si l'importance des dépenses monétaires d'exploitation ne vient pas essentiellement du fait migratoire à travers la ponction exercée sur la force de travail domestique, qui obligerait les exploitations à faire appel à davantage de travail rémunéré. En d'autres termes, le déficit monétaire constaté ne vient-il pas de la migration, cette dernière intervenant comme cause plus que comme solution au problème du déficit monétaire d'exploitation ? On observe effectivement que les dépenses monétaires d'exploitation sont plus éle-

vées lorsque l'unité de production compte un ou des migrants aux États-Unis (avec l'exception du groupe GIIb)⁷ pour un groupe d'exploitations dont la superficie cultivée est du même ordre. Il n'en demeure pas moins que les exploitations n'ayant pas de travailleur aux États-Unis enregistrent également un déficit monétaire, qui ne vient donc pas, fondamentalement, de la migration.

	RME (N\$)	RME < 0
Gla	-300	7 UP sur 8
Glb	-250	7 UP sur 11
GIIa	- 1 000	2 UP sur 2
GIIb	-700	7 UP sur 7

■ Tableau VI
Résultats monétaires
d'exploitation (RME),
UP sans migrant.

Migration et activité agricole

Le fait migratoire

Une simple statistique témoigne de l'ampleur considérable du fait migratoire à San Lucas Quiavini. En juin 1993, 54 % des hommes adultes de l'ensemble de la communauté étaient aux États-Unis et 22 %, présents dans le village lors de notre recensement, y avaient déjà séjourné⁸. Le flux migratoire, incessant dans les deux sens

⁷ Gla : 1 050/450; Glb : 870/570; GIIa : 2 840/1 630; GIIb : 650/870; GIII : 2 380 N\$ (migrants dans les 6 exploitations).

⁸ L'importance de la migration à partir de l'État de Oaxaca vers d'autres États du Mexique ou vers les États-Unis est bien connue. Une large majorité (89 %) des unités domestiques recensées par ORTIZ GABRIEL (1982), dans son étude consacrée à la communauté mixtèque de San Juan Mixtepec, alimentaient ou avaient alimenté le flux migratoire. Dans les Vallées centrales, pour le cas du district de Tlacolula, voir les études de ORNELAS LÓPEZ (1982) sur Santo Domingo del Valle et de VÁSQUEZ HERNÁNDEZ (1982) sur San Juan Guelavía.

entre le village et les États-Unis, est difficile à quantifier de façon plus précise étant donné la variabilité du temps de séjour à l'étranger.

La migration vers les États-Unis a débuté dans les années quarante, avec la demande de main-d'œuvre impulsée par les contrats de *braseros*⁹, qui organisaient la migration temporaire légale. Ces premiers migrants travaillaient essentiellement dans le secteur agricole. À partir des années soixante-dix, le flux migratoire s'accroît fortement. Avec la disparition des contrats de *braseros*, l'essentiel de la migration devient clandestine et s'oriente vers les zones urbaines de la Californie où le réseau villageois, facilitant l'installation et la recherche d'emploi, s'est progressivement constitué. La plupart des migrants sont embauchés dans des restaurants comme plongeurs ou aide cuisiniers.

On peut distinguer plusieurs catégories de migrants selon l'âge, et donc la situation de ces migrants au moment de leur départ. Certains partent pour la première fois quand ils sont jeunes. Il s'agit d'adolescents qui accompagnent leur père et en profitent pour apprendre l'anglais dans l'espoir de trouver ensuite un « bon » travail, ou encore de jeunes de 15 à 30 ans qui partent avant tout avec l'idée de s'installer au retour. Ces migrants effectuent plusieurs séjours en Californie, de un à deux ans chacun, entrecoupés par des retours de six mois à un an à San Lucas Quiavini. D'autres migrants partent pour la première fois alors qu'ils ont plus de 30 ans et sont déjà installés à San Lucas Quiavini. Leurs séjours, qui peuvent être fréquents ou épisodiques (un ou deux voyages), leur permettent de réaliser des investissements agricoles (achat d'un attelage, de terres, voire d'un tracteur ou d'une camionnette) ou non agricoles (ouverture d'une boutique, achat d'un congélateur, d'un téléviseur, rénovation de la maison, etc.). Dans chacun de ces deux groupes, certains font des séjours de longue durée — supérieure à cinq ans — mais ils représentent moins de 2 % de la population migrante. Rares sont ceux qui s'installent définitivement aux États-Unis.

⁹ Contrats de 45 jours, renouvelables, mis en place par le gouvernement américain pendant la Seconde Guerre (1942) et supprimés en 1964. ORNELAS LÓPEZ (1982) souligne également, dans le cas de la communauté voisine de Santo Domingo del Valle, le rôle joué par ces contrats pour amorcer la migration vers les États-Unis.

Plusieurs logiques de départ peuvent se présenter. Outre une stratégie programmée d'accumulation de capital, un villageois peut être appelé par un membre de sa famille résidant aux États-Unis qui lui a trouvé du travail. Il pourra également décider de quitter le village parce qu'il craint une mauvaise récolte (lorsque, par exemple, les pluies sont très tardives), ou encore pour répondre à un besoin pressant d'argent (problème de santé).

La date du retour est rarement connue au moment du départ ; la durée du séjour est déterminée par le temps nécessaire à l'accumulation d'économies permettant de financer les investissements prévus. Ce séjour peut être interrompu par la perte de l'emploi aux États-Unis, ou encore à la demande de la famille restée à San Lucas Quiavini (père âgé rappelant son fils). Rares sont les retours pour aider à la récolte ou aux autres travaux agricoles, les envois d'argent permettant de financer, en cas de besoin, le recours à une main-d'œuvre rémunérée.

Le départ aux États-Unis est grandement facilité par l'existence de réseaux de solidarité villageoise. Ces réseaux jouent un rôle déterminant dans la circulation de l'information et facilitent le passage de la frontière, le choix de la destination en Californie, la recherche d'un travail. Ils assurent également, à crédit, l'hébergement et l'entretien du migrant à son arrivée, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un emploi¹⁰. Toutefois, migrer demande certains moyens — linguistiques (dominer au moins partiellement l'espagnol, largement pratiqué en Californie, alors que le zapotèque reste la langue en usage dans le village), mais aussi financiers, pour régler le coût du voyage jusqu'à la frontière, payer les « coyotes » (passeurs) pour franchir clandestinement la frontière (de l'ordre de 350 \$ US) et, parallèlement, assurer les dépenses de la famille restée au village en attendant les premières rentrées d'argent des États-Unis. Il semble qu'il suffisait, voilà quelques années, de vendre des pieds de maguey ou un attelage pour couvrir ces dépenses. De nos jours,

¹⁰ On retrouve le rôle crucial joué par de tels réseaux de solidarité dans la communauté voisine de San Juan Guelavía, où ils permettent d'organiser au mieux la migration vers la ville de Mexico (VÁSQUEZ HERNÁNDEZ, 1982).

il faut bien souvent faire appel à un usurier local¹¹, ou emprunter au sein de la famille.

Les migrants conservent leurs charges au sein de la vie communautaire. Ils contribuent financièrement aux dépenses collectives, et lorsqu'une « corvée » collective (*tequio*) est organisée — pour l'amélioration de la voirie ou la construction d'une salle de classe — leur famille paye les journées de travail non fournies, sur la base de la rémunération d'un journalier.

Migration et systèmes de production

La migration a une incidence directe sur l'agriculture villageoise, à travers la ponction exercée sur la force de travail masculine, la capacité de financement qu'elle assure, et plus généralement le processus de monétarisation des échanges qu'elle a favorisé.

Les surfaces laissées en friche augmentent car la réduction des disponibilités en main-d'œuvre rend difficile la mise en valeur de l'ensemble du terroir. Les zones de collines, de moindre potentiel, sont ainsi délaissées au profit de la plaine, comme le sont les parcelles éloignées.

La famille restant sur l'exploitation est chargée de la mise en culture des terres. Lorsqu'elle n'est pas en mesure de le faire ou qu'elle ne le souhaite pas, elle peut les confier en métayage à des exploitants du village ayant un attelage. Dans le cas contraire, les ressources tirées de la migration permettent de financer l'appel à la main-d'œuvre rémunérée. L'emploi de métayers et de journaliers tend ainsi à se substituer à l'entraide, et la *guelaguetza* (système préhispanique d'entraide, mode dominant d'organisation du travail agricole jusque dans les années cinquante) disparaît presque complètement. Les journaliers sont des villageois minifundistes n'ayant pas eu l'opportunité de partir et des habitants de communautés voisines, en période de pointe (époque du semis en particulier). Le

¹¹ Le crédit usuraire disponible au niveau de la communauté ne semble pas difficile à obtenir, mais son coût est élevé (taux de 10%/mois).

marché local du travail, auparavant réduit et circonscrit à la seule communauté, tend ainsi à se développer et à s'ouvrir sur un espace microrégional plus vaste.

Le financement du départ aux États-Unis peut nécessiter une décapitalisation de l'exploitation. Ultérieurement, le niveau des investissements productifs réalisés par les migrants est déterminé par l'épargne constituée à l'étranger. Les revenus qui y sont perçus (environ 600 \$ US mensuels, en juin 1993) seraient, pour une moitié, gardés par le migrant pour ses frais de logement et d'alimentation, l'autre moitié étant envoyée à la famille restée à San Lucas Quiavini pour ses frais d'entretien, le paiement éventuel de journaliers agricoles, le remboursement de l'emprunt contracté lors du départ, la construction d'une maison¹² et, une fois ces dépenses assurées, la réalisation des investissements agricoles : achat d'un attelage de terres, d'un tracteur ou d'une camionnette¹³. Chaque séjour contribue ainsi à un processus d'accumulation dans l'agriculture ou hors activité agricole. L'incidence de la migration sur les investissements productifs est particulièrement nette pour la constitution du capital foncier et l'achat de tracteurs et de camionnettes. Sur les 66 ha achetés par les exploitations de l'échantillon enquêté, 48 l'ont été grâce aux revenus de la migration aux États-Unis. La superficie moyenne achetée est de 3 ha, alors que, sauf exception, la superficie achetée grâce à d'autres sources de revenus ne dépasse pas 0,5 ha (ces achats sont également plus anciens ; pratiquement tous les achats des deux dernières décennies reposent sur la migration). Les revenus de la migration sont à l'origine de la constitution de 6 des 8 patrimoines fonciers « importants » (de 7 à 11 ha) pour

¹² En moyenne, une maison en brique de 40 m² revient à environ 3 000 \$ US. Il faut un an et demi à deux ans de séjour aux États-Unis pour construire une maison, tout en entretenant sa famille. Ces maisons de brique remplacent de plus en plus les maisons faites en roseau, bois et tiges de maïs. Seuls les migrants ont la possibilité de financer de telles constructions.

¹³ Valeur d'achat de l'attelage : 3 000 N\$ si les animaux sont de races locales, 5 300 N\$ s'ils sont croisés de zébu. La contrainte de financement se pose uniquement pour l'achat du premier attelage, dans la mesure où la valeur de revente des animaux (pour la viande) est supérieure à la valeur d'achat d'animaux plus jeunes, à dresser. En 1993, la valeur de l'hectare, en plaine, s'établissait à 4 000 à 5 000 N\$.

lesquels l'information était disponible. Tous les tracteurs et camionnettes possédés à San Lucas Quiavini ont été financés par la migration aux États-Unis¹⁴, qui joue un rôle moindre pour l'achat d'attelages (40 % des exploitations bénéficiant ou ayant bénéficié de tels revenus).

En définitive, la migration aux États-Unis permet de réaliser une accumulation de capital productif (achat de terre, en particulier), que ne permettrait pas d'assurer la seule production locale, agricole et d'élevage. Son incidence sur le processus de différenciation interne de la communauté est illustrée par l'émergence d'un petit groupe d'exploitants qui a pu accumuler davantage — terre, tracteurs et camionnettes en particulier (groupe GIII de la typologie). Ce processus de différenciation reste toutefois à relativiser : d'une part, les « gros » exploitants concernés restent à la limite du minifundisme (superficie possédée de l'ordre de la dizaine d'hectares) ; d'autre part, l'accumulation de capital productif permet certes à ces exploitants d'assurer l'autosuffisance alimentaire des groupes domestiques, mais les activités de production agricole restent déficitaires d'un point de vue monétaire. Ces exploitations, comme les autres, restent tributaires d'autres sources de revenus — essentiellement revenus migratoires, petit commerce local et prestations de services avec un tracteur — pour assurer la reproduction du système de production.

Conclusion : une ruralité ouverte

L'économie agricole à San Lucas Quiavini reste, à ce jour, davantage tributaire de Los Angeles ou de Mexico que de l'action gouvernementale. À ce titre, les mesures prises récemment par l'État

¹⁴ La motorisation des travaux de préparation du sol, maintenant généralisée, a débuté avec l'achat des premiers tracteurs dans les années soixante-dix.

de Californie, visant à lutter contre l'immigration clandestine par un contrôle renforcé aux frontières et par l'exclusion des immigrants clandestins à l'accès aux services publics de santé et d'éducation, pourraient avoir un effet dépressif direct sur l'économie de San Lucas Quiavini.

Deux éléments de la politique économique et foncière mexicaine sont susceptibles d'influer directement sur les conditions locales de la production agricole : la réforme de l'article 27 de la Constitution, et le programme Procampo. La réforme de l'article 27 était trop récente, en 1993, pour que ses effets soient perceptibles. L'incidence du programme Procampo pourrait être sensible : les exploitants de San Lucas Quiavini, en tant que producteurs pour l'autoconsommation, ne bénéficiaient pas, dans le passé, de la subvention du prix d'achat du maïs. Avec Procampo (prime à l'hectare semé), ils peuvent recevoir une prime à l'hectare (350 N\$/ha pour la campagne printemps-été 1994) permettant de couvrir le coût moyen de production. Toutefois, en 1996, seule une minorité bénéficie de cette subvention (environ 50 exploitations sur 350), les autres n'ayant pas voulu inscrire leurs parcelles sur les listes de Procampo, par méfiance à l'égard d'une action gouvernementale qu'ils ne peuvent croire exempte d'intentions déguisées. Procampo était suspecté d'aider à la constitution d'un rôle d'imposition.

Reste à évoquer le rôle potentiel de la dévaluation de décembre 1994. En 1993, la journée de travail aux États-Unis était payée quatre fois plus qu'à San Lucas Quiavini ; en 1996, le coefficient multiplicateur est de 7¹⁵. Un tel différentiel, dans un contexte de crise économique sévère, ne peut qu'inciter au développement du phénomène migratoire.

¹⁵ En 1993, un travailleur journalier était payé 20 N\$ à San Lucas Quiavini, 80 N\$ aux États-Unis ; en 1996, ces chiffres sont respectivement de 25 N\$ et 170 N\$.

Bibliographie

BENÍTEZ ZENTENO (R.), éd., 1982 — *Sociedad y política en Oaxaca, 1980*. Oaxaca, Universidad Autónoma Benito Juárez.

CHÂTEAU-THIERRY (H. de), ROUY (C.), COLIN (J.-Ph.), NAVARRO (H.), 1994 — *Caractérisation des systèmes de production à San Lucas Quiavini (Vallées Centrales, Oaxaca)*. Document de travail, projet de recherche Orstom-CP « Dinámicas organizacionales en el Agro mexicano. Cambio técnico y tenencia de la tierra », Colegio de Postgraduados en Ciencias Agrícolas, Texcoco.

GAY (J. A.), 1990 — « Los Indios, además del maíz, cultivaban el trigo y el frijol ». In Dalton (M.), éd. : *Oaxaca, textos de su historia*, vol. 1, Mexico, Instituto de Investigación Dr. J.M. Luis Mora : 202-203.

MARTÍNEZ GRACIDA (M.), 1883 — *Colección de cuadros sinópticos de los pueblos, haciendas y ranchos del Estado Libre y Soberano de Oaxaca*. Oaxaca.

MENDIETA y NUÑEZ (L), éd., 1949 — *Los Zapotecos. Monografía histórica, etnográfica y económica*. Unam, Mexico.

ORNELAS LÓPEZ (J.), 1982 — « La migración en Santo Domingo del Valle, Tlacolula ».

In BENÍTEZ ZENTENO (R.), éd. : 143-165.

ORTÍZ GABRIEL (M.), 1982 — « Economía y migración en una comunidad mixteca : el caso de San Juan Mixtepec ».

In BENÍTEZ ZENTENO (R.), éd. : 111-142.

REINA (L.), éd., 1988 — *Historia de la cuestión agraria mexicana. Estado de Oaxaca, I. prehispanico-1924*. Mexico, Juan Pablos Editor SA.

SEGURA (J.), 1988. — « Los indígenas y los programas de desarrollo agrario (1940-1964) ».

In REINA (L.), éd. : *Historia de la cuestión agraria mexicana. Estado de Oaxaca, II. 1924 - 1986*, México, Juan Pablos Editor S.A. : 189-290.

VÁSQUEZ HERNÁNDEZ (H.), 1982 — « Migración zapoteca. Algunos aspectos económicos, demográficos y culturales ». In BENÍTEZ ZENTENO (R.), éd. : 167-183.